



**PRÉFET  
DE LA SEINE-  
MARITIME**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement  
de Normandie**

**Unité Départementale Rouen Dieppe**

**Arrêté du 10 MAI 2021**

**mettant en demeure la société ENTREMONT ALLIANCE pour son installation située Rue Denis Papin, Zone Industrielle de la Maine à MAROMME (76150) de se conformer aux prescriptions édictées en matière d'installations classées pour la protection de l'environnement**

**Le préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime,  
Officier de la Légion d'honneur,  
Officier de l'ordre national du Mérite**

- Vu le code de l'environnement ;
- Vu le décret du 1er avril 2019 portant nomination du préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime, M. DURAND Pierre-André ;
- Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 20-77 du 13 octobre 2020 portant délégation de signature à M. Yvan CORDIER, secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime ;
- Vu l'arrêté préfectoral cadre du 6 novembre 2019 autorisant la poursuite de l'exploitation des installations par la société ENTREMONT ALLIANCE sur son site de MAROMME ;
- Vu les constats effectués par l'inspection de l'environnement à l'occasion de la visite d'inspection inopinée du 2 avril 2021 du site ;
- Vu l'information à l'exploitant faite par courrier concernant le projet du présent arrêté de mise en demeure en date du 19 avril 2021 ;
- Vu l'absence d'observation de l'exploitant ;

#### **Considérant**

que la société ENTREMONT ALLIANCE exploite des activités de transformation du lait comprenant notamment un atelier principal de production, des silos de stockages des produits laitiers, un local dénommé NEP (pour Nettoyage En Place) permettant l'alimentation automatique en produits de nettoyage de l'atelier de production sur son site de MAROMME ;

que le local NEP a vocation à entreposer des produits chimiques dans des contenants souples et fusibles (IBC) tels que des acides et des bases, et à les acheminer en automatique vers l'atelier;

qu'à l'occasion d'une visite d'inspection inopinée de l'établissement le 2 avril 2021, il a été constaté que :

- même si les IBC contenant des produits de nature différente sont bien associés à des capacités de rétention dédiées, l'organisation de leur entreposage ne permet pas de prévenir les risques de mélange incompatible notamment en cas d'incendie (1 IBC d'acide nitrique à 52 % stockée à proximité immédiate entre 1 IBC de javel et 1 IBC de soude) ;
- qu'un tel mélange serait susceptible de provoquer une émission de gaz toxique (chlore) ;
- que les IBC présentent un dispositif de soutirage manuel en pied via des organes de distribution manuelle en dehors de toute rétention ;
- que l'alimentation automatique des systèmes de nettoyage vers l'atelier s'effectue actuellement par des pompes situées en hauteur dans le local NEP au travers de flexibles en plastique qui s'enchevêtrent les uns avec les autres, présentant notamment un risque d'arrachement.

que ces constats ne permettent pas de prévenir les risques d'épandage accidentel, de fuite ni de mélange incompatible en cas d'incendie;

que ces mêmes constats avaient déjà été établis lors de la dernière inspection du 22 août 2019 ;

que ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article 7.4.6 « *règles de gestion des stockages en rétention* » de l'arrêté préfectoral du 6 novembre 2019 susmentionné ;

**qu'en conséquence, et conformément aux dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement, il convient de mettre en demeure l'exploitant de respecter les prescriptions des textes susvisés ;**

## ARRÊTE

### Article 1 :

La société ENTREMONT ALLIANCE, dont le siège social est situé 25, Faubourg des Balmettes à ANNECY (74 000) est mise en demeure, pour le site qu'elle exploite Rue Denis Papin, Zone Industrielle de la Maine à MAROMME (76 150) de respecter **avant le 30 novembre 2021** les dispositions de l'article 7.4.6 de l'arrêté préfectoral du 6 novembre 2019 pour l'exploitation de son local NEP.

En particulier, l'exploitant met en œuvre les actions suivantes dans les délais indiqués :

- a) mettre en œuvre tous les dispositifs matériels et/ou organisationnels pour prévenir la survenue de tout accident dans le local NEP (épandage, fuite, mélange incompatible, etc. ) **pendant la phase transitoire**. Les mesures organisationnelles mises en place sont formalisées dans une consigne, les opérations de contrôle, de surveillance et d'exploitation du local NEP sont consignées dans un registre tenu à la disposition des installations classées ;
- b) transmettre à l'inspection des installations classées **sous 1 mois** le choix de la solution technique retenue pour la conformité du local NEP ;
- c) transmettre à l'inspection des installations classées **sous 2 mois** la preuve d'une commande ;

- d) mettre en œuvre les actions de mise en conformité définitive du local NEP devant permettre d'améliorer son exploitation et la sécurité **avant le 30 novembre 2021**.

Les délais précités s'appliquent à compter de la date de notification du présent arrêté.

## **Article 2**

Dans le cas où les obligations prévues dans le présent arrêté ne seraient pas satisfaites dans les délais prévus, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues par les dispositions du II de l'article L.171-8 du même code.

## **Article 3**

Conformément à l'article L.514-6 du Code de l'environnement, la présente décision peut être déferée au tribunal administratif de Rouen.

Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant à compter du jour où la présente décision lui a été notifiée et de deux mois pour les tiers à compter de la date de publication (article *R.421-1 du code de justice administrative*).

Conformément aux dispositions de l'article R. 414-2 du code de la justice administrative, les personnes de droit privé autres que celles chargées de la gestion permanente d'un service public non représentées par un avocat, peuvent adresser leur requête à la juridiction par voie électronique au moyen d'un téléservice accessible par le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr). Ces personnes ne peuvent régulièrement saisir la juridiction par voie électronique que par l'usage de ce téléservice.

## **Article 4**

Conformément aux dispositions de l'article R.171-1 du code de l'environnement, l'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Seine Maritime pendant une durée minimale de deux mois.

## **Article 5**

Le secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée au maire de MAROMME et à la société ENTREMONT ALLIANCE.

Fait à Rouen, le **10 MAI 2021**

Pour le préfet de la Seine-Maritime,  
et par délégation,  
le secrétaire général adjoint,



Vincent NATUREL